

**RAPPORT N° 2023/6-18
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 02 novembre 2023**

OBJET

**DENSIFICATION DU CIMETIERE INTERCOMMUNAL DE BOIS-ROUGE (COMMUNE DE SAINTE-MARIE) –
AUTORISATION DE SIGNER L'AVENANT N° 1 AU MARCHÉ DE TRAVAUX POUR LE LOT 1**

I. HISTORIQUE :

Suite aux décisions du Bureau communautaire en date du 30 juin 2022 et du 15 septembre 2022, un marché de fourniture courante et un marché de travaux ont été conclus avec les sociétés et pour les montants suivants en vue de la densification du cimetière de Bois Rouge sur la commune de Sainte-Marie :

- Lot n° 1 - VRD/aménagement : entreprise AA&D pour un montant de 900 826,30 € HT ;
- Lot n° 2 – Métallerie : entreprise ABF, pour un montant de 250 240,60 € HT ;
- Lot n° 3 – Fourniture de 150 loges en enfeus et leur installation : groupement des sociétés GRANIMOND/GTC pour un montant de 744 000,00€ HT ;
- Lot n° 4 – Plantations : entreprise La Mare Espace Vert, pour un montant de 41 095,00 € HT.

Pour rappel, ont été lancées le 28 avril 2022, une consultation de fournisseurs selon la procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles R.2161-2 et R.2161-5 du Code de la Commande Publique pour le lot n°3 et une consultation d'entreprises selon la procédure adaptée (MAPA) pour les travaux conformément à l'article R. 2123-1.

Les marchés ont été notifiés aux entreprises le 28 septembre 2022 pour un délai global d'exécution des travaux fixé à 11 mois (y compris une période de préparation de chantier de 1 mois hors période de congés légaux du BTP).

Suite à la décision du Bureau communautaire en date du 06 juillet 2023, le marché de fourniture correspondant au lot n° 3 attribué au groupement des sociétés GRANIMOND/GTC a été transféré à la société GRANIMOND suite au désistement de la société GTC.

II. OBJET ET JUSTIFICATIONS DE L'AVENANT

En cours de chantier, plusieurs adaptations et prestations supplémentaires imposées par des aléas de chantier et demandées par le maître d'œuvre se sont avérées nécessaires et indispensables pour mener à bien cette opération pour parvenir au parfait achèvement des ouvrages concernés.

Ces modifications pour le lot n°1, chiffré à + 130 000.00 € HT figurant dans le tableau ci-dessous, nécessitent la passation d'un avenant n° 1 au marché de travaux.

Par ailleurs, le présent avenant a également pour objet d'intégrer au marché pour ce lot n° 1, 3 mois de prolongation du délai d'exécution des travaux consécutifs à ces travaux supplémentaires et modificatifs intégrant la compensation de 13 jours d'intempérie et de 2 jours de grèves durant lesquels les travaux ont été empêchés. Cette prolongation de délai sera prise en compte dans le calendrier détaillé d'exécution des travaux tout corps d'état

Conformément à l'article R2194-8 du code de la commande publique le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au code de la commande publique et à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies.

Les dispositions de l'article R. 2194-4 sont applicables en cas de modification prévue au présent article, à savoir : pour le calcul du montant de la modification mentionnée à l'article R. 2194-2, l'acheteur tient compte de la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Selon une fiche ministérielle dédiée aux modalités de modification des contrats en cours d'exécution, « pour le calcul de ce montant, l'acheteur tient compte de la mise en œuvre de la clause de variation des prix. Ainsi, lorsque l'application de la clause de variation des prix a augmenté le montant du marché initial de 4%, la valeur de la modification est calculée à partir du prix initial augmenté de 4% (point 1.2 de la fiche ministérielle)

Le montant des marchés de cette opération serait ainsi modifié :

LOT N°	Montant initial (€ HT)	Montant initial révisé (€ HT)	montant avenant 1 (€ HT)	nouveau montant marché	% augmentation / montant révisé
1	900 826,30 €	944 966,79 €	130 000,00 €	1 030 826,30 €	13,76%
2	250 240,60 €	239 480,25 €		250 240,60 €	
3	744 000,00 €	745 488,00 €		744 000,00 €	
4	41 095,00 €	43 067,56 €		41 095,00 €	
TOTAL	1 936 161,90 €	1 973 002,60 €	130 000,00 €	2 066 161,90 €	6,59%

En tenant compte des travaux complémentaires et modificatifs relatifs au présent rapport, le montant total des marchés travaux et fourniture (lot n°3) pour cette opération passe de 1 936 161,90 € HT à 2 066 161,90 € HT, soit une augmentation globale + 6.59 % par rapport au montant initial révisé.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver l'avenant n° 1 au marché de travaux pour le lot n°1 visant à intégrer les adaptations et prestations complémentaires représentant une plus-value globale de 130 000,00 € HT pour ce lot, portant le montant total des marchés de travaux et de fourniture de 1 936 161,90 € HT à 2 066 161,90 € HT et prolongeant le délai d'exécution du lot n° 1 au marché de travaux de 3 mois ;
- Autoriser le Président à signer cet avenant n°1 au marché de travaux pour le lot n°1 modifiant ainsi le montant initial du marché.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

**DECISION N° 2023/6-18
du Bureau de la Communauté
En séance du 02 novembre 2023**

OBJET

**DENSIFICATION DU CIMETIERE INTERCOMMUNAL DE BOIS-ROUGE (COMMUNE DE SAINTE-MARIE) –
AUTORISATION DE SIGNER L'AVENANT N° 1 AU MARCHE DE TRAVAUX POUR LE LOT 1**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2023/6-18 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver l'avenant n° 1 au marché de travaux pour le lot n°1 visant à intégrer les adaptations et prestations complémentaires représentant une plus-value globale de 130 000,00 € HT pour ce lot, portant le montant total des marchés de travaux et de fourniture de 1 936 161,90 € HT à 2 066 161,90 € HT et prolongeant le délai d'exécution du lot n° 1 au marché de travaux de 3 mois ;

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer cet avenant n°1 au marché de travaux pour le lot n°1 modifiant ainsi le montant initial du marché.

Nombre de votants : 15 Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**